

### Sécurité d'emploi

L'AFPC lutte depuis des décennies pour protéger les travailleuses et travailleurs contre les mises à pied et la sous-traitance.

Dans un récent sondage, près de 90 % des membres de l'AFPC nous ont dit que la sécurité d'emploi était un enjeu important de la présente ronde de négociations. Une personne sur cinq a déclaré qu'il s'agissait d'une priorité absolue.

Nous avons jeté les bases dans les années 90 en négociant l'appendice sur le réaménagement des effectifs (ARE) de votre convention collective, qui vous protège contre les mises à pied. Lors des dernières rondes de négociation, nous avons grandement amélioré cet appendice.

Nos équipes de négo continuent de négocier de meilleures dispositions sur la réduction des effectifs.

Nous voulons que le processus de réaménagement des effectifs soit plus transparent et que la création des comités mixtes syndicaux-patronaux sur le réaménagement des effectifs soit obligatoire, plutôt que laissée à la discrétion de la direction.

Nous souhaitons aussi que le processus soit plus équitable. Trop de fonctionnaires sont menacés de déménagement ou forcés de postuler leur propre emploi. C'est une situation qui engendre son lot de stress et nuit à la santé mentale.

Notre équipe de négo présente des revendications à la table des enjeux communs pour que tous les membres puissent suivre facilement le processus, avoir accès rapidement à un poste permanent, profiter de plus d'options pour se recycler et explorer les possibilités de télétravail lorsqu'ils sont touchés par un réaménagement des effectifs.

Le renforcement de l'ARE compte parmi nos priorités à la table.

Cela dit, nos équipes de négo s'efforcent également de protéger les emplois de nos membres d'autres façons.

### Privatisation et sous-traitance

Depuis deux ans, nos membres offrent des services de première ligne et mettent sur pied de nouveaux programmes en un temps record afin de soutenir les Canadiennes et Canadiens dans cette crise sanitaire.

Le Canada s'en sortira beaucoup mieux que d'autres pays grâce à de bons services publics.

Cependant, la privatisation et la sous-traitance affaiblissent les services publics essentiels et la population canadienne en souffre. On n'a qu'à penser à ce qui s'est produit dans les établissements privés de soins de longue durée pendant la pandémie pour constater les effets dévastateurs d'un réseau de santé publique affaibli.

La privatisation et la sous-traitance augmentent les coûts et les risques tout en réduisant la qualité des services. Nous avons besoin de services publics solides et d'une meilleure responsabilité publique, et non de l'érosion des services sur lesquels nous comptons.

Les membres de l'AFPC le savent, et notre syndicat fait campagne contre la privatisation depuis de nombreuses années.

Nous avons remporté plusieurs batailles, plus récemment à l'Agence du revenu du Canada et à Service Canada, où nous avons réussi à ramener à l'interne le centre d'appels (1-800-O-Canada) et le travail administratif sous-traités, ainsi qu'au ministère de la Défense nationale, qui examine maintenant de plus près son recours aux entrepreneurs.



Notre syndicat porte maintenant cette lutte à la table de négociation, où la consultation, la transparence et l'échange d'information sur la sous-traitance sont des priorités essentielles.

Nous avons présenté plusieurs revendications liées à la privatisation et à la sous-traitance à la table de négociation. Nous demandons au Conseil du Trésor de faire appel aux employés existants ou d'embaucher et de former de nouveaux employés avant de sous-traiter des emplois. Nous voulons aussi qu'il nous transmette l'information dont nous avons besoin, qu'il nous consulte avant de faire appel à des entrepreneurs, et qu'il revoie le recours aux agences de placement temporaire.

Ces mesures protégeront notre travail et nos emplois.

De plus, les Canadiennes et Canadiens continueront de recevoir les services publics fédéraux de haute qualité dont ils dépendent tous les jours.

Nos revendications en matière de sécurité d'emploi, de privatisation et de sous-traitance renforceront nos milieux de travail et nos services publics, et feront de notre pays un endroit meilleur et plus sûr pour tout le monde.

